

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 93 Février 2012

L'Europe étranglée par des règles suicidaires

Mais quel crime les Grecs ont-ils commis pour mériter ce qu'on leur inflige ?
Comment le rêve européen a-t-il pu se transformer en cauchemar ?

Quand la Grèce, l'Espagne et le Portugal, puis plus tard les pays d'Europe centrale et orientale ont intégré la Communauté européenne, nous nous sommes réjouis de voir des pays qui avaient connu la dictature rejoindre l'Europe, ce qui pour nous était la garantie de leur arrimage définitif à la démocratie.

Car avant d'être un marché, l'Europe, c'était d'abord un ensemble de valeurs communes, au premier rang desquelles l'attachement à la démocratie.

On espérait que les économies allaient peu à peu converger, que les protections sociales allaient peu à peu se hisser au niveau des pays les plus avancés, que, regroupant les forces des Etats concurrents, notre Europe allait connaître une élévation progressive de son niveau de vie et un grand rayonnement.

On espérait que, peu à peu, nous en viendrions à faire un seul peuple, avec des partis européens, socialistes et conservateurs, et des dirigeants élus par l'ensemble.

Et où en sommes-nous ?

La démocratie bafouée, en Grèce et en Italie, où des technocrates ont été imposés par les autorités européennes, en France, où le « non » du peuple consulté par référendum sur le « traité constitutionnel » a été par la suite contourné, après sa transformation cosmétique en « traité de Lisbonne », et approuvé par des députés aux ordres.

Des institutions européennes (Parlement, Commission, présidence tournante) impuissantes ou muettes, le devant de la scène étant confisqué par le couple Sarkozy-Merkel, Sarkozy courant derrière Merkel.

Des peuples étranglés par les « marchés financiers », au nom de la fameuse « dette des Etats ». L'humiliation du recours au FMI, et même... à la Chine !...

Et tout ça, pourquoi ?

Une partie des Etats européens ne voulaient voir dans l'Europe qu'un grand marché, et refusaient toute compétence sociale et fiscale aux institutions européennes. Ils ont gagné. Ils ont fait graver leurs conceptions néo-libérales dans le « marbre » des traités. Et comme il était prévisible, au lieu de voir converger les économies, on les vit diverger, chacun essayant d'attirer les capitaux et les industries, qui par une fiscalité très accommodante, qui par des salaires très bas, qui par une quasi-absence de droit du travail (le fameux « dumping » fiscal et social).

Pire, ce qui avait été présenté comme devant devenir le symbole, l'instrument de la puissance commune, l'euro, est devenu le moyen par lequel les peuples sont contraints de voir reculer leur niveau de vie, réduire leurs services publics, et abandonner leurs conquêtes sociales.

Les Etats de la zone euro ont abandonné leur monnaie, et ils sont désormais contraints de faire appel aux marchés financiers pour rembourser leurs dettes (quand jusqu'alors ils avaient l'ultime possibilité de « battre monnaie »). Ils n'ont même pas le droit d'emprunter à la Banque Centrale Européenne, qui, elle, peut distribuer des crédits à des taux très faibles à des banques privées. Lesquelles prêtent ensuite aux Etats endettés, à des taux usuraires (28 %, le taux de financement à dix ans sur le marché obligataire secondaire pour la Grèce ! à comparer à 1,8% pour l'Allemagne, 3,1 pour la France, 11,4 % pour le Portugal).

La « troïka » (Banque Centrale, Commission Européenne, et, honte !, FMI) conditionne ses « aides » aux Etats, à condition qu'ils réduisent leurs dépenses publiques de façon draconienne, quel qu'en soit le prix pour les peuples. Elle prétend ainsi garantir aux prêteurs qu'ils seront remboursés. L'effet inverse est assuré. La spirale de la récession s'amorce. La course à l'abîme s'accélère ...

Alors, que faire ?

Rejeter, le plus tôt possible, nos apprentis sorciers, Merkel et Sarkozy, dans les poubelles de l'Histoire. Merkel aura, par son attitude non coopérative, en privilégiant sa politique d'exportation au détriment de la consommation intérieure, réussi à ce que l'Allemagne soit détestée dans la plupart des pays européens.

Desserrer ensuite l'étau, en permettant aux Etats d'emprunter auprès de la Banque centrale Européenne au taux très bas qu'elle consent aux banques.

Organiser la convergence fiscale et sociale, par le haut, des pays de la zone euro.

Ouvrir la perspective de l'émergence, à terme, d'un « peuple européen », regroupé autour des mêmes valeurs (démocratie, droits de l'homme, solidarité, laïcité) : des chaînes de télévision communes (sur le modèle de la chaîne franco-allemande Arte), en utilisant la traduction simultanée et le sous-titrage ; des partis trans-nationaux ; des élections simultanées, à la proportionnelle, sur des listes transnationales.

Le Conseil d'État reconnaît que le droit à l'hébergement d'urgence est une liberté fondamentale.

Par un arrêt historique, suite à une requête du DAL, le Conseil d'État a reconnu " qu'il appartient aux autorités de l'État de mettre en œuvre le droit à l'hébergement d'urgence reconnu par la loi à toute personne sans abri qui se trouve en situation de détresse médicale, psychique et sociale; qu'une carence caractérisée dans l'accomplissement de cette tâche, peut, contrairement à ce qu'a estimé le juge de référé de première instance, faire apparaître pour l'application de l'article L 521-2 du code de la justice administrative, une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale lorsqu'elle entraîne des conséquences graves pour la personne intéressée".

Cette décision permet à toute personne sans abri, quelque soit sa situation administrative, qui a saisi en vain le dispositif de veille social (115 ...), de saisir le tribunal administratif en "référé liberté", et d'obtenir une décision portant injonction à l'État de l'héberger.

Cette décision est historique car elle ouvre enfin un recours effectif pour faire respecter les droits de tous les sans abris. En effet, si la loi était appliquée et respectée, il n'y aurait plus de sans abri dans notre pays. Cet Arrêt impose à l'État de mettre en œuvre tout les moyens nécessaires à leur accueil, et par ce fait, au maintien jusqu'à leur relogement.

L'importance du nombre de sans abri, de personnes logées dans des conditions de grande précarité, et de logements vacants justifie d'appliquer également la loi de réquisition, en attendant de réaliser massivement des logements sociaux, et de faire baisser le prix des logements et des loyers.

DAL demande au Gouvernement de tirer immédiatement les conséquences de cette décision, ordonne aux Préfets de mobiliser et si nécessaire réquisitionner tout les locaux et logements permettant la mise en œuvre des droits des sans abri, l'accueil toute personne sans logis, et de ne plus en remettre un seul dans la rue contre sa volonté, et de suspendre les expulsions. (*Communiqué du DAL, 10 février*).

L'Islande renaît de ses cendres. Menacé de faillite en 2008, ce petit pays s'est sorti d'affaires en laissant ses banques couler et sa monnaie se déprécier.

Au cours de la décennie qui a précédé le krach, l'Islande s'était métamorphosée. Autrefois dépendante de la pêche, elle s'était transformée en un riche centre financier. Elle avait privatisé ses banques, qui n'avaient dès lors cessé d'enfler, attirant des milliers de déposants étrangers par la promesse de taux d'intérêt élevés. Les banquiers étaient devenus arrogants et populaires. « On allait à la fac, on faisait des études de commerce, on devenait millionnaire du jour au lendemain – un vrai rêve ! » En octobre 2008, les banques s'effondrent et sont nationalisées. Peu après le gouvernement est balayé, les autorités garantissent les dépôts des Islandais mais refusent de rembourser nombre d'« investisseurs » étrangers. Par deux fois (2010, 2011), les Islandais rejettent par référendum les lois visant à rembourser la Grande Bretagne (2,7 milliards d'euros) et les Pays-Bas (1,3 milliards).

Malgré les coupes budgétaires destinées à redresser la situation financière, le gouvernement a délibérément préservé le généreux système de protection sociale, allant même jusqu'à déployer de nouveaux programmes pour les plus vulnérables. Pour financer ces mesures, il a parallèlement soumis le système bancaire et les ménages les plus fortunés à de nouveaux impôts. Le FMI a apporté son aide (1,4 milliard d'euros).

Les habitants en viennent à se poser des questions sur le genre de société qu'ils souhaitent désormais... (*The Washington Post, extraits cités dans Courrier international, 26 janvier*).

Même le Financial Times se met à critiquer le capitalisme ! Dans sa forme actuelle, l'économie de marché doit être abandonnée. « Elle s'est avérée non seulement instable mais, et de manière importante, également injuste », dit l'éditorial en lançant une série d'articles sur « le capitalisme en crise ». En économie comme ailleurs, il y a des modes intellectuelles. Lancées par des journaux tels que le *FT*, le *Wall Street Journal* ou l'hebdomadaire *The Economist*, elles préparent le terrain à des changements de fond. (*Le Monde, 27 janvier*).

Ce n'est pas la peine de laver si souvent. Une Australienne a recruté 30 volontaires mâles et femelles de 18 à 56 ans pour une expérience : porter le même jean cinq jours par semaine pendant trois mois, sans jamais les passer en machine. O stupeur, ils ont survécu ! 15 des volontaires ne voulaient plus quitter leur jean fétiche. « Les jeans ne sentent pas le challenge social, la compétition. Au contraire, ils sentent tout simplement l'odeur des gens ». Economie de milliers de litres d'eau, d'électricité et de lessive. « Les taches vont, viennent puis se dissipent » (*Libération, 19 janvier*).

Une façon de voir l'actualité autrement : l'émission 28 minutes, à 20 h 5, sur Arte. Ça vous changera, si vous en avez assez de voir les « infos » sur la 2 : dix minutes pour dire qu'il y a de la neige, donc des embouteillages, ; quelques images de Tête-à-Claques serrant des mains ; dix minutes de « sport », oui, ils vont donner le meilleur d'eux-mêmes, blablabla... ; et l'interview d'acteurs venant faire la promo de leur film...

Initiatives locales : Soulaines-sur Aubance a divisé par deux sa facture d'électricité. Les lampadaires s'éteignent à 22 heures pour ne se rallumer qu'à 7 heures le lendemain. Et la commune s'est équipée de lampadaires directionnels équipés d'ampoules basse consommation et de plus faible puissance. Les illuminations de Noël se sont réduites à des LED. Le rond-point d'entrée n'est plus signalé que par des réflecteurs. L'église reste dans l'obscurité. On n'a pas dénombré plus d'accidents ni de délits. Les chauves-souris mangeuses de coléoptères peuvent aller et venir en toute discrétion. La lumière intrusive ne trouble plus le sommeil. L'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturne a récompensé la commune par une cinquième étoile. (*Le Monde, 27 janvier*).

Autonomie énergétique en Bretagne. Faire de l'électricité avec du lisier de porc ? Carburer à l'huile de colza ? ... Partout en France, des initiatives locales bousculent l'inertie de nos hommes politiques. Pas trop tôt, car nos voisins européens ont compris de puis longtemps l'enjeu écologique et économique des énergies nouvelles ! Marc Théry, ingénieur, le pays du Mené, en Côtes d'Armor, interviewé par *Silence* :

[Arriver à **30 % d'économies d'énergies dans le bâtiment**] « c'est une démarche de très longue haleine, à cause de son coût. La réhabilitation énergétique du bâti existant coûte de l'ordre de la moitié de la construction neuve. L'idée est d'utiliser une grille d'analyse et de préconisation de solutions adaptée aux divers types d'habitat, permettant de proposer les deux ou trois travaux assurant 80 % des économies possibles. Nous travaillons sur un horizon 2020. Pour le neuf, nous voulons créer, sur le territoire, un noyau d'entreprises et artisans compétents et compétitifs pour la construction à faible consommation (ce qui sert aussi en rénovation).

L'**usine de méthanisation** [qui a démarré en 2011] concentre les excédents d'effluents de quelque 35 éleveurs dans un rayon de 20 km. Le processus de méthanisation est amorcé, il devrait déboucher ce printemps sur les premières productions d'électricité.

Deux communes ont déjà équipé leur bourg centre de **réseaux de chaleur** alimentées par des chaudières à **bois**, gérés par les communes. D'autres communes suivent. Il s'agit de substituer du bois produit localement au fuel et au gaz propane. A l'issue de tous ces projets, la consommation substituée représentera 300 t de fuel, soit au cours actuel, près de 250 000 € par an, alors que le coût du combustible bois correspondant, produit localement, ne représente que 60 000 € environ.

L'**huilerie Ménergol** a une capacité qui représente la production de soja sur 10 % de la surface agricole utile. On est loin de la monoculture énergétique. C'est comparable à la surface nécessaire pour l'alimentation des animaux de trait avant le pétrole. Les deux tiers du produit de la culture (du tourteau, riche en protéines) sont intégralement recyclés dans l'alimentation animale, en lieu et place du soja importé. L'huilerie produit du carburant pour les tracteurs, 0,45€/l.

Le **parc éolien coopératif Landes du Mené** comprend 7 machines de 1 MW. 9 autres sont prévues. Notre projet a attendu 27 mois son permis de construire (l'administration française freine). La population locale participe à l'investissement : plus de 120 familles.

Nous avons mis en place une **pépinière d'entreprises**, un bulletin mensuel... (*Silence, février ; Télérama, 1^{er} février*).

Réchauffement climatique

De + 2°C à + 12 ° C : les scénarios extrêmes des climatologues français pour 2300. Les experts français (Institut Pierre-Simon-Laplace, Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique, Centre national de recherches météorologique) ont publié les résultats de deux modèles qu'ils ont fait tourner dans leurs laboratoires. Le scénario « extrêmement optimiste » permet de contenir la hausse des températures mondiales à + 2°C (dans le cas très improbable d'une diminution très rapide des émissions de gaz à effet de serre, on n'en prend pas le chemin, voir ci-dessous). Le plus pessimiste a des allures de scénario catastrophe. Il prévoit une exploitation intensive des réserves mondiales de charbon et une hausse des températures de 4,5 °C à 6 °C d'ici à 2100 et de 10 à 12 °C d'ici à 2300. (*Le Monde, 11 février*). [Ainsi, notre Terre devient, par la faute des hommes, un chaudron inhospitalier... Que soient renversés les gouvernements imprévoyants ! Mais, sans attendre que les autres commencent, les collectivités locales, et chacun d'entre nous, peuvent agir ...].

Gaspillage et émissions de gaz à effet de serre : le « torchage » des pétroliers. Chaque année, près de 150 milliards de m³ de gaz sont brûlés en pure perte. Soit le tiers de la consommation de gaz de l'Union européenne ! A elle seule, la Russie brûle ainsi 35,2 milliards de m³ (le Nigeria, 15,2, l'Iran, 11, 3, l'Irak, 9,1...). Ce qui fait 400 millions de tonnes de CO₂ qui partent dans l'atmosphère (1,5 % des émissions totales mondiales). Dans certains cas, les opérateurs laissent échapper les gaz sans installer de torchères : l'effet est encore pire, c'est du méthane qui est libéré, dont l'effet de serre est beaucoup plus important que le CO₂... Des solutions existent, coûteuses. (*Le Monde, 10 février*).

La France a été escroquée de 1,8 milliard sur le marché du carbone. En 2008 et 2009, l'Etat a été victime d'une vaste fraude à la TVA sur les quotas de CO₂. La justice se saisit de ces malversations, entachées de plusieurs crimes. Presque tous les pays européens sont touchés par la fraude. (*Le Monde, 31 janvier*). [Quelle drôle d'idée que celle des « droits à polluer » ! JPA]

... et l'Etat français est épinglé par la Cour des comptes à propos de l'environnement.

Le bonus-malus automobile est contre-productif en termes d'émissions de CO₂, et la mesure coûte plus cher qu'elle ne rapporte (1,25 milliards d'euros sur 3 ans).

Le Grenelle de l'environnement a coûté 5 milliards d'euros à l'Etat, à rapprocher des 17 milliards annuels de manque à gagner pour l'Etat imputables aux cadeaux fiscaux accordés à la consommation de carburant (1,3 milliard pour la détaxe du kérosène aérien brûlé sur les vols intérieurs, 6,9 milliards sur le gazole, avantage par rapport à l'essence, et 8,8 milliards pour le fuel domestique) : une sacrée subvention aux émissions de CO₂ alors que la loi Grenelle prévoit la révision des niches fiscales nuisibles à l'environnement.

La Cour des comptes pointe l'absence de mise en œuvre des taxes prévues par le Grenelle : l'écotaxe sur les poids lourds a été reportée à 2013, et la taxe carbone a été abandonnée. Rien d'étonnant alors si un grand nombre d'objectifs clés du Grenelle, en particulier dans les transports et l'habitat, ne sont pas atteints (*Alternatives économiques, février*).

Fin du pétrole : les pétroliers se ruent sur les dernières gouttes, gaz de schistes, pétroles bitumineux, pétrole offshore... mais rencontrent des résistances.

120 000 nouveaux puits ont été creusés dans le monde en 2011. Le plus souvent, gaz de schistes ou schistes bitumineux. 56 % de ces nouveaux puits ont été creusés au **Canada** et aux **Etats-Unis**, 13 % en Europe (gaz de schiste en Espagne et en Pologne). (*Silence, février*).

Le Canada veut lancer un projet d'oléoduc traversant les montagnes Rocheuses pour déboucher sur le Pacifique, de façon à exporter vers la Chine, très intéressée. Ce projet est très critiqué par les populations locales et les groupes environnementaux, en raison des risques majeurs qu'il fait peser sur l'environnement. (*Le Monde, 21 janvier*).

Barack Obama a rejeté le projet d'oléoduc Keystone XL, prévu pour acheminer, sur près de 2 700 km, 1,3 million de barils de pétrole par jour, extrait des sables bitumineux de l'Alberta (Canada) vers le golfe du Mexique. Pour les écologistes, il s'agit d'un événement considérable. On estime que les sables bitumineux de l'Alberta forment la deuxième plus grande réserve au monde après l'Arabie Saoudite, et leur extraction nécessite beaucoup plus d'énergie que le forage traditionnel. (*Le Monde, 21 janvier, Courrier international, 9 février*).

La Bulgarie, quant à elle, dit non aux gaz de schistes. L'opposition de la population a contraint les autorités à retirer le permis d'exploitation accordé à l'américain Chevron. La fracturation nécessaire pour atteindre les réserves séquestrées dans la roche mère, couplée à l'injection d'eau, de sable et de produits chimiques, fait peser un risque important de contamination des nappes phréatiques. (*Le Monde, 7 février*).

En **France**, les industriels font le forcing pour revenir sur l'interdiction. Le gouvernement assure la promotion de la désobéissance à sa propre loi (François Fillon a prononcé le discours de clôture d'un colloque, où une table ronde avait pour sous-titre : l'interdiction française, comment en sortir ?) (*Silence, février*).

Energie solaire

En Corse, une centrale solaire qui fonctionne de jour comme de nuit. Myrte est le plus grand projet expérimental au monde de stockage de l'énergie au moyen de l'hydrogène. Un électrolyseur permet, grâce au courant généré par les 3700 m² de panneaux photovoltaïques, de décomposer l'eau en oxygène et hydrogène, stockés dans des citernes. Une pile à combustible recombine ensuite l'oxygène et l'hydrogène dans une réaction qui produit de l'électricité injectable dans le réseau à la demande. La plate-forme n'en est qu'au stade de démonstrateur semi-industriel. Avec une puissance de 560 kW pour le champ photovoltaïque, et de 100 kW pour la pile à combustible, l'installation surclasse aujourd'hui les prototypes développés aux Etats-Unis, en Allemagne et en Espagne. (*Le Monde, 7 février*).

En Espagne, près de Séville, la centrale solaire de Gemasolar stocke la chaleur dans un réservoir de sels fondus. Les 2650 miroirs, qui s'orientent selon la course du soleil, réfléchissent la lumière vers le sommet d'une tour de 150 m, où la température portée à 900 °C permet de produire de la vapeur d'eau, qui actionne une turbine couplée à un alternateur qui génère de l'électricité. Il est possible de produire du courant une quinzaine d'heures sans ensoleillement, en particulier le soir, lors du pic de demande. Gemasolar tourne 6570 heures sur les 8769 que compte une année. Elle devrait fournir 110 GWh, soit les besoins de 25 000 foyers.

En dépit du décuplement des capacités photovoltaïques mondiales depuis 2005, **l'Allemagne** continue d'en détenir la moitié.

Selon l'agence internationale de l'énergie, le solaire pourrait assurer d'ici un demi-siècle la moitié de la demande électrique des 9 milliards d'humains, et le tiers de la demande d'énergie finale. (*Alternatives économiques, février*).

Monde

Roumanie. Depuis la chute de la dictature communiste, il y a 22 ans, la Roumanie s'est enrichie de 4000 églises construites sur fonds publics. Dans le même temps, le nombre d'écoles a diminué de moitié et de nombreux hôpitaux sont à l'état de ruine par manque de financement. Dans les écoles, la religion est une discipline obligatoire. La chute du régime communiste a entraîné l'effondrement du système de protection sociale et beaucoup de Roumains trouvent de l'aide auprès de l'Eglise. Les papes en ont profité en récupérant les propriétés nationalisées. Aujourd'hui, l'Eglise roumaine possède 80 000 hectares de terres et de forêts et son patrimoine est estimé à 3 milliards d'euros.. La richesse de l'Eglise est plutôt réservée aux échelons supérieurs de la hiérarchie, ce qui a créé un malaise au bas de l'échelle où les petits papes s'organisent pour défendre leurs intérêts. La Cour européenne des droits de l'homme a confirmé leur droit à créer un syndicat. (*Le Monde, 8 février*).

Europe

Plusieurs pays de la zone euro s'enfoncent dans la récession, voire la dépression. En Grèce, l'activité a chuté de près de 7 % en 2011 (en récession pour la quatrième année consécutive), au Portugal de 1,5 %. (*Le Monde, 8 février*). Au Portugal, sous prétexte d'équilibrer les comptes, le gouvernement a décidé de supprimer 4 jours fériés, notamment celui qui marque la naissance de la République. Une véritable régression. (*courrier international, 12 janvier*).

France

Hold-up sur le livret A. 2,25 %, c'est le taux du livret A, alors que la loi imposerait 2,75 %, vu l'inflation. Ainsi en a décidé le gouvernement, ponctionnant ainsi l'épargne populaire, pour le plus grand profit des établissements bancaires privés. (*Politis, 19 janvier*).

Grande proximité entre l'UMP et le Front National. On sait depuis longtemps que Sarkozy courtise les électeurs du Front National, et que beaucoup de dirigeants de l'UMP ont fait leurs débuts politiques à l'extrême droite. Un sondage Ipsos des 3 et 4 février permet de mesurer cette proximité : s'il advenait que Marine Le Pen ne puisse se présenter, faute de parrainages en nombre suffisant, **sur 100 électeurs se disant prêts à voter Le Pen, 35 s'abstiendraient, mais 23 se replieraient sur Sarkozy** (loin devant les suivants : 13 sur Nathalie Artaud, 9,5 sur Bayrou, 7 sur Hollande, 5,5 sur Dupont-Aignan, 3,5 sur Hervé Morin, 2 sur Mélenchon, 1,5 sur Nihous). Sarkozy passerait au premier tour de 25 % d'intention de votes à 28,5 % (quand Hollande passerait de 32 à 33,5 %). (*Le Monde, 8 février*).

Nouvelles atteintes au droit du travail. La droite et le gouvernement ont décidé d'aller vite pour inscrire dans le marbre législatif les principe des accords dits de « compétitivité-emploi ». Il s'agit de moduler le temps de travail en fonction de l'activité de l'entreprise et de revoir souvent les salaires à la baisse, en échange d'une garantie de préservation de l'emploi. Le nouveau projet de loi « ne se contente pas de simplifier le droit, il le modifie dans un sens extrêmement défavorable au salarié », estime André Chassaigne, député PCF. « L'objectif serait de toucher aux conditions substantielles du contrat de travail », souligne Alain Vidalies, député PS. « La nouveauté, c'est qu'un salarié qui pouvait exiger le respect de son contrat de travail n'aura plus aucun recours ni sur ses horaires ni sur son salaire. La durée du travail deviendrait virtuelle », selon la CGT. (*Politis, 9 février*).

Les échanges commerciaux français n'ont jamais été aussi déséquilibrés. Le déficit atteint 69,6 milliards d'euros en 2011, pulvérisant le précédent record, de 56,2 milliards en 2008. Il était excédentaire en 1997 (de 23, 1 milliards), puis (plus faiblement) les deux années suivantes ; il a toujours été déficitaire depuis 2004. (*Le Monde, 8 février*).

Une clé pour comprendre les coups portés à l'école : « la nouvelle école capitaliste ».

« Ce modèle que nous appelons la nouvelle école capitaliste a pour originalité son incorporation complète au système économique tel qu'il est, et, parallèlement l'incorporation en son sein des techniques, discours, principes propres au secteur privé de l'économie. Ce double mouvement se décline de multiples façons. Conçue comme une entreprise vouée à la production de « capital humain », elle doit être gérée en tout comme une entreprise privée déployant son activité sur un marché concurrentiel. Les politiques actuellement menées dans le supérieur d'abord, mais de plus en plus aussi aux autres niveaux de l'enseignement, visent à construire cette concurrence et à façonner les établissements selon des normes managériales (...). La nouvelle école capitaliste ne diffuse pas tant des « connaissances » qu'elle ne veut doter la future main d'œuvre de compétences opérationnelles (...). Elle substitue la norme de l'employabilité à l'idéal de l'émancipation héritée des Lumières (...).

La mise en œuvre du nouveau modèle d'école capitaliste n'est pas le monopole de la droite en France, en Europe et dans le monde. Dans un grand nombre de cas, par exemple en Nouvelle-Zélande, ce sont des gouvernements travaillistes qui ont impulsé la création d'un marché scolaire. (...)

Repolitiser la question scolaire veut dire qu'on se déprend de cette détestable habitude de croire que l'on pourrait vraiment changer l'école sans changer la société ou pire, qu'il suffirait de changer l'école pour changer la société ». (*Christian Laval, co-auteur de « la nouvelle école capitaliste, éditions de la Découverte, interviewé par Démocratie et socialisme, janvier*).

Recherche sans frontière. « Après mon master en Italie, j'ai fait mon doctorat ici. Une vingtaine d'années après, j'y suis toujours ; toujours surpris par la formidable capacité de ce pays d'accueillir des personnes aussi diverses et de les intégrer dans des équipes performantes. C'est un atout indéniable.

Cet atout est malheureusement en train de disparaître. De plus en plus d'étudiants arrivent de Chine, d'Inde, d'Amérique latine, mais les tracasseries administratives pour obtenir un titre de séjour augmentent, en particulier avec la circulaire Guéant. Nous sommes devenus des experts, non seulement dans les lois de l'univers, mais aussi dans celles, bien plus obscures, qui régissent les salles d'attente des préfectures. (...) Malgré toutes les critiques que l'on peut faire aux chercheurs, il faut leur reconnaître le mérite d'esquisser une humanité future basée sur la coopération en vue d'un objectif commun plutôt que sur le racisme et la violence ». (*Marco Zito, physicien des particules, CEA, Le Monde, 23 janvier*).

Qui a dit : « J'avoue ne pas être outrageusement choqué par la perspective de voir des étrangers, y compris non communautaires, voter pour les scrutins cantonaux et municipaux. A compter du moment où ils paient des impôts, où ils respectent nos lois, où ils vivent sur notre territoire depuis, par exemple, cinq années, je ne vois pas au nom de quelle logique nous pourrions les empêcher ... »

1. J-L Mélenchon ? 2. M. Le Pen ? 3. N. Sarkozy ? *réponse en dernière page.*

L'électricité renouvelable recule. La part de l'électricité produite à partir de sources renouvelables dans la consommation totale est inférieure à ce qu'elle était en France il y a quinze ans ! Elle n'est plus que de 14,5 % en 2010, contre 18 % en 1995. Notre pays est en Europe un de ceux, avec la Grèce, où cette part stagne le plus. Pour tenir les engagements qu'elle a pris et rattraper son retard, la France va devoir quasiment doubler la part des renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2020. Mais il ne suffira pas pour cela d'accroître la production d'électricité verte, il faudra aussi maîtriser la consommation : elle a quadruplé en quarante ans, essentiellement du fait des secteurs résidentiel et tertiaire, et continue de progresser rapidement. (*Alternatives économiques, février*).

Cher nucléaire... La construction des 58 réacteurs en service a coûté 96 milliards d'euros. Mais si on prend en compte la recherche, les usines de retraitement et les réacteurs arrêtés (Superphénix, ...), cette somme passe à 228 milliards. Soit 1,5 milliard d'euros le mégawatt, contre 3,7 estimés pour le futur EPR et 1,3 pour l'éolien terrestre. Mais l'incertitude reste forte sur la facture finale : les 22 milliards d'euros provisionnés par EDF pour le démantèlement sont très inférieurs aux coûts déjà constatés pour ce type d'opérations. Quant au stockage des déchets, son prix estimé varie de 15 à 33 milliards. Il faudra ajouter aussi le renforcement de la sécurité post-Fukushima pour au moins 10 milliards. (*Alternatives économiques, février*).

Un petit agriculteur charentais gagne contre le géant américain Monsanto. Le Tribunal de grande instance de Lyon a estimé que la firme était responsable de l'intoxication par un herbicide du céréalier Paul François. M. François accuse Monsanto de n'avoir informé correctement les utilisateurs de ce pesticide ni sur sa composition, ni sur les précautions à prendre pour le manipuler. Il souffre encore aujourd'hui (8 ans après ses premiers malaises) de troubles neurologiques : vertiges, absences, pertes de connaissance... L'entreprise va faire appel. (*Le Monde, 15 février*).

Hommage à Cavanna.

La science est un jeu dont la règle du jeu consiste à trouver quelle est la règle du jeu.

Lorsque le chef de bande s'arroge le titre de roi, les rapines et les mauvais coups portent les noms flatteurs de trophées et de victoires. (*repris de La voix de l'ANR, janvier*).

Courrier des lecteurs en réaction à l'édito « les "marchés" contre la démocratie » :

M-C T : Hélas hélas ! Voilà où nous en sommes.

N.T. : Le marché c'est la démocratie économique. C'est le capitalisme qui est la dictature.

JCM : Complètement d'accord avec cette analyse des marchés contre les démocraties. Sauf sur deux points :

- 1) il faut insister sur le fait que ce "choc" dont profite avec opportunisme l'ultralibéralisme n'est pas une catastrophe naturelle, mais qu'il est provoqué et orchestré (comme la guerre en Iraq)
- 2) que le rôle de l'Etat ne se borne pas à faire respecter les contrats privés, mais à être le bras armé du "hold-up du siècle" en "sauvant" les banques avec l'argent des contribuables (dont les plus riches, comme par hasard, ne font pas partie).

Comme dans les années 30, le sort de la démocratie est entre les mains du parlement allemand...

(*JPA : ouh! espérons qu'on n'en est pas encore là !*)

Le pire n'est jamais sûr, et il est toujours permis d'espérer (Cf. Edgar Morin).

Mais il faut être conscient que l'aggravation de la crise pousse irrésistiblement les électeurs du côté du populisme et du nationalisme. Je sais bien que vous êtes contre l'Europe (telle qu'elle est), et que son affaiblissement peut donner rétrospectivement raison aux anciens partisans du "non", mais si on ne va pas vers davantage de fédéralisme européen pour lutter contre la financiarisation ravageuse l'Europe va se trouver balkanisée. Personne n'a jamais pu expliquer les vrais raisons de la guerre de 14 (il est inconcevable que des millions d'Européens, qui ne se connaissaient pas, se soient jetés les uns contre les autres au profit des seuls Krupp et Schneider). Celle de 39, quant à elle, s'explique comme une conséquence de celle de 14, en particulier l'aveuglement des vainqueurs voulant punir (contre l'avis de Keynes) les vaincus. Si les vainqueurs, momentanés, de la guerre économique d'aujourd'hui (les exportateurs excédentaires) veulent donner une leçon aux vaincus (tricheurs conseillés par Goldman Sachs, qui se sont endettés pour acheter des BMW) ils ne sont pas très bien inspirés. Ce qui se passe en Hongrie devrait donner à réfléchir. La démocratie n'est pas en progrès, et qu'elle soit de plus en plus dépendante de Face(de)Bouc (autrement dit le Diable en personne, qu'il ne faut pas confondre avec l'Internet "ouvert") ne contribue pas à rassurer.

Voilà c'était quelques propos de type "café du commerce"...

Réponse. Qui a dit ? N. Sarkozy, en 2001, dans « Libre ».

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.